

Entretien par écrit avec le mensuel “Politique Magazine”,
paru dans son numéro de février 2006

par Laurent Lafforgue

Nommé par le chef de l'État au Haut Conseil de l'Éducation début novembre 2005, vous en avez démissionné dès le 21 novembre. Pourquoi cette démission si rapide ?

Elle m'a été demandée. J'avais exprimé avec trop de violence ce que je pensais de l'état actuel de l'école et de la responsabilité de ses instances dirigeantes.

Vous stigmatisez la “Nomenklatura de l'Éducation nationale” et ses experts. Pourquoi cette ire ?

L'école est une institution. Elle a une structure organisée. Elle obéit à des instances dirigeantes qui disposent de moyens considérables : aujourd'hui le quart du budget de l'État. Ces instances, leurs experts et leur hiérarchie sont responsables de son orientation. Or, depuis trente ou quarante ans, l'école a été bouleversée de fond en comble, à tel point que les anciennes générations, y compris moi qui n'ai que 39 ans, n'y reconnaîtraient plus rien de celle qu'elles ont connue. On l'a progressivement transformée en un immense champ d'expérimentations, et des millions d'élèves et leurs professeurs en cobayes.

Les programmes ont été sinistrés. Les premières réformes, telle celle de 1971 dite des “maths modernes”, se proposaient encore de dispenser des enseignements structurés, même si certains universitaires tiraient déjà d'un coeur léger une croix sur ce qui les avait instruits pour la vie, cédant au vertige de la nouveauté et à l'envie louche de faire enseigner à tous les élèves leurs propres spécialités académiques. Puis les réformes et les évolutions de programmes successives prirent un tour obscurantiste, évidèrent et déstructurèrent l'ensemble des apprentissages fondamentaux. Tous les éléments, tous les savoirs simples indispensables furent négligés, privés d'horaires suffisants, noyés dans autre chose, parfois proscrits, ce qu'on masqua en affichant des ambitions démesurées et en imposant l'apprentissage de notions aussi absconses qu'inutiles et discutables. Dans un IUFM, les formateurs disent aux futurs instituteurs “*qu'ils ne veulent pas voir dans les emplois du temps les mots orthographe, conjugaison, grammaire, lecture*” mais leur expliquent que tout récite suit un “*schéma quinaire*”. En sixième, il n'est pas prévu de dictée, mais les élèves doivent savoir ce qu'est un “*schéma actanciel*”. Au lycée, ils apprennent des termes de rhétorique alors qu'ils ne maîtrisent pas la langue, il n'y a plus d'histoire littéraire, les auteurs ont disparu et les oeuvres servent à illustrer la théorie “*des genres et des registres*”.

Les méthodes et les conditions d'enseignement ont été bouleversées. La remise en cause des savoirs fondamentaux entraîna celle de l'autorité des professeurs et des instituteurs qui se trouva privée de fondement et de raison d'être. Puisque le savoir n'avait plus de valeur, l'enseignant n'eut plus rien qui le mît au-dessus de l'élève, il

descendit de son estrade, aujourd'hui disparue de tous les établissements. On le persuada parfois d'installer son bureau en fond de classe, de crainte que les élèves n'eussent devant eux un adulte qui fit figure de modèle. On tendit à faire de lui un agent d'exécution chargé d'appliquer les nouvelles méthodes pédagogiques issues des "sciences" de l'éducation. Il n'y eut plus de place pour les leçons, les exercices scolaires, les enseignements structurés et progressifs. Tous les apprentissages classiques de la langue française, comme les conjugaisons et les règles de grammaire, furent remplacés par "l'Observation Réfléchie de la Langue" : *"avec l'ORL, enseignent-on dans les IUFM, il n'y a pas de programme possible ; l'intérêt de l'ORL, c'est de détacher l'enseignant d'un programme ; en ORL, il ne faut jamais donner une règle et ensuite faire faire des exercices d'application"*. Dans toutes les disciplines, qu'on chercha d'ailleurs à dissoudre, les méthodes de la nouvelle pédagogie prétendument scientifique se substituèrent peu à peu aux contenus.

Les exigences ont été réduites presque à néant. Deux étapes particulièrement importantes furent l'instauration du "collège unique" en 1975 puis la loi d'orientation de 1989 qui regroupa les années d'apprentissage en cycles au milieu desquels le redoublement ne peut être imposé contre l'avis des parents et de l'élève. Aujourd'hui, l'entrée en sixième de collège général est automatique, même si l'enfant ne sait pas lire. Pour l'entrée en seconde, on considère six matières qui ont toutes le même coefficient, la moyenne de chaque matière étant d'ailleurs arrondie à l'unité au-dessus. Tous les apprentissages de base sont démesurément étirés, et il n'est jamais exigé qu'ils soient aboutis. C'est ainsi que beaucoup de bacheliers ne savent pas additionner deux fractions. A une mère de famille dont le fils n'apprend la division qu'en CM2, une institutrice explique que *"le cerveau de l'enfant n'est pas apte à la comprendre avant la 4e"*, théorie qu'elle n'a certainement pas inventée toute seule.

Tout cela a été imposé aux professeurs par tous les moyens depuis plus de trente ans. On leur expliqua que ces évolutions étaient progressistes et démocratiques, et on culpabilisa ceux qui doutaient en les traitant de réactionnaires. On les mit entre les mains de formateurs chargés de prêcher la bonne parole. On leur imposa stage après stage. On demanda aux inspecteurs, d'ailleurs recrutés parmi les militants de la nouvelle école, de vérifier la conformité de leurs méthodes avec les doctrines officielles et de les noter en fonction. On les soumit à la pression des parents d'élèves, avivée par l'alléchante promesse de la réussite pour tous. Les proviseurs et les recteurs prirent parti contre eux de plus en plus souvent, et il arriva que le ministre lui-même fit chorus. Toute la hiérarchie, bien abritée dans ses bureaux, leur demanda d'accueillir tous les élèves, quel que fût leur niveau et quoi qu'ils fissent. Ils durent se débrouiller avec eux, les garder, les animer, supporter aussi quelques broutilles comme bavardages, incivilités, insultes, menaces, bousculades, coups de couteau.

Voilà ce que j'ai contre la hiérarchie de l'Éducation nationale.

Comment jugez-vous l'état de l'éducation dans notre pays ?

Gravissime. Je viens d'en donner une idée. Pour bien se le représenter, il faut se souvenir que cela fait trente ou quarante ans que le processus est engagé et vingt ans ou presque qu'il a passé toute mesure.

Des générations entières ont déjà été privées d'instruction digne de ce nom. Les savoirs pédagogiques artisanaux des anciens instituteurs sont largement perdus. Toute la structure hiérarchique de l'Éducation nationale est égarée. Il existe encore des recteurs, des inspecteurs, des proviseurs et des formateurs d'IUFM qui sont

compétents et servent le savoir et sa transmission, mais ce ne sont pas eux qui s'imposent.

Il faudrait recentrer le débat sur l'éducation sur l'essentiel – le savoir, les connaissances – et cesser de parler de promotion sociale et de “vivre-ensemble” (qui ont d'autant plus disparu qu'on en est devenu obsédé), des diplômés qui ne mesurent plus rien, de la prétendue réussite des uns opposée à l'échec des autres, des problèmes qui seraient l'apanage des lycées difficiles (alors que ceux de centre-ville valent à peine mieux), des soi-disant établissements ou filières d'excellence qui en vérité sont devenus fort médiocres, etc.

Pour vous, qu'est-ce-que l'enseignement ?

La même chose que pour tout le monde excepté les instances dirigeantes de l'Éducation nationale : transmettre des connaissances, en commençant par les plus simples et les plus fondamentales pour aller peu à peu vers des plus élaborées.

C'est aussi une relation humaine très particulière, celle de maître à élèves, qui est affaire d'expérience et non de science.

Quels remèdes proposez-vous à une situation que vous décrivez comme très alarmante ?

Il faut s'appuyer sur les professeurs. Un grand nombre sont en état de révolte ou de résistance. Un nombre encore plus grand sont exaspérés et souffrent en silence depuis des années. Et tous les autres, même ceux qui subissent l'influence des doctrines déversées sur eux, n'en continuent pas moins d'enseigner dans des conditions difficiles. Il faut provoquer des débats qui leur permettent de retrouver leur esprit critique brouillé par la logorrhée officielle. C'est avec eux tous qu'il faudra reconstruire l'école. Le jour où elle retrouvera son sens, les professeurs se rallieront à la bannière de l'instruction.

Pour agir, il faudrait absolument remplacer les membres de la hiérarchie, les responsables de programmes et les formateurs d'IUFM qui sont incompetents ou ennemis du savoir. On peut puiser pour cela dans les associations de professeurs qui se battent depuis des années pour l'instruction.

Il faudrait alors reconstruire et réhabiliter l'ensemble des programmes et rétablir partout l'exigence du travail et de la rigueur en instaurant par exemple deux examens – qui ne consisteraient surtout pas en des tests –, l'un pour entrer au collège d'enseignement général et l'autre au lycée.